L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 22 SEPTEMBRE 1874. 46me Année.

DUPOUY & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 22 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—grande vente de chaussures.

Par Placide J. Spear, au No. 36 de la rue Royale, toute espèce de meubles.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 84 de la rue de Chartres, bottes, souliers et bicoques. Aussi, un grand assortiment d'habillements.

Par D. E. Morphy, au No. 81 rue Vieille-Levée, cigares, tabac en feuilles, etc.

Par D. E. Morphy, aux Nos 105 et 107 de la rue des Magasins—Epaules, bacon.

Par Vincent & Co., au Nos 16 et 18 de la rue de la Douane — marchandises sèches étrangères et américaines; lingerie de messieurs.

Cigares—Tabac à chiquer et en feuille—Voir l'annonce de D. E. Morphy, ci-devant.

Bacon—Epaules—Voir l'avis ci-devant de D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Mardi, 22 septembre 1874.

ACADEMIE.—Grand succès de la troupe de Sheridan, Mack & Dey—Robert Macaire, etc.

Pas de Compromis.

Nos lecteurs trouveront plus loin, le compte-rendu des conférences qui ont abouti, au bout de cinq jours à une rupture de toutes négociations.

Les choses restent en Louisiane dans l'état où les ont mises l'intervention brutale, inconstitutionnelle et injustifiable du pouvoir exécutif fédéral. Nous avons en guise de gouvernement, une usurpation déjà tombée sous le souffle pécuniaire et, qui, rétablie, n'a d'autre équilibre que le point d'appui des baïonnettes fédérales.

Deux mille hommes d'infanterie, plusieurs batteries d'artillerie, trois canonnières et des monitors cuirassés rappellent à un peuple indigné les actions de gouvernements tyranniques que "contre la force il n'y a pas de résistance."

L'arrivée continuelle de troupes et de navires de guerre depuis la soumission complète du gouvernement de McEnery aux sommations de l'autorité militaire, et la nature du refus qui a amené la rupture des négociations, nous prouvent, de la manière la plus évidente, que l'invitation adressée à McEnery et à Penn pour une conférence a été un tour indigne dont l'objet était de gagner du temps.

La présence de trois compagnies des Etats-Unis n'avait pas suffi pour rassurer Kellogg et les complices de son usurpation, réfugiés à la Douane, et ils ont fait traiter les négociations de mensonge jusqu'au moment où ils se sont cru assez fortement gardés, pour jeter le masque.

Mais ils n'ont pas réussi; que le refus de leur part, d'accéder à une proposition qui tendait à garantir la sincérité du dépouillement du scrutin, était leur propre condamnation et la justification la plus complète du mouvement populaire qui avait abouti au renversement de Kellogg, mardi dernier.

Tous les documents émanant des comités de la démocratie et de la Ligue Blanche, établissent que les citoyens n'ont eu qu'un objet en vue, assurer une élection loyale. Ils ont exprimé leur détermination de faire respecter la volonté populaire contre les fraudes et l'escamotage, et ils n'ont agi, que sur les provocations réitérées de M. Kellogg qui voulait à tout prix être maître de l'élection.

Il est, aujourd'hui, clairement prouvé que M. Kellogg veut garder, pour escamoter l'élection de novembre, les armes logées dans l'intérêt de son parti, par une Législature illégale, et que tous les moyens d'obtenir justice sont fermés aux citoyens.

Le pouvoir exécutif fédéral a assumé la responsabilité d'imposer de nouveau à la Louisiane un gouvernement usurpateur répudié par les trois quarts de la population. L'absence de toute résistance lui laisse carte blanche pour agir.

Nous allons voir, maintenant, comment il s'y prendra pour ressusciter ce gouvernement tombé et le faire fonctionner. Ce sera un spectacle instructif pour une république que celui d'une administration d'Etat dont chaque rouage devra exercer un mouvement par les baïonnettes fédérales.

Nous examinerons demain la situation, sous ses divers aspects et nous dirons ce qu'il convient, suivant nous, de faire pour les citoyens qui ont le malheur d'habiter la satrapie de la Louisiane.

HENRY C. DIBBLE.—Le bruit avait courru que ce personnage avait été vu, pendant la bataille, tirant sur les citoyens. On disait même que le collecteur Casey, avait du fait, avait dû s'interposer pour faire cesser le feu en lui disant "si vous voulez combattre, allez dans la rue et battez-vous comme un soldat."

Le fait nous avait paru si extraordinaire que nous n'avions pas voulu le reproduire, croyant que c'était une invention. Mais M. Dibble réclame l'honneur de ses exploits dans cette journée, et il publie dans le *Picayune* une communication dans laquelle il relate son rôle dans la bataille.

M. Dibble ne dit pas qu'il est entré à la Douane après la première décharge, par une fenêtre à la suite de deux membres du bureau métropolitain. MM. Baldy et Bray, et il donne un prétexte pour expliquer son entrée à la Douane. Voici le passage de sa communication relatif aux coups de feu :

Pendant le combat, je me tenais à la fenêtre, regardant, mais ne prenant aucune part. Je portais l'uniforme de mon rang dans la milice d'Etat. Pendant que j'étais là une personne, de l'autre côté de la rue, me voyant, me tira deux coups de pistolet. Je fus indigné de cet acte et je tirai mon revolver et ripostai par deux coups.

Le général Thos. J. Anderson se tenait près de la fenêtre, en compagnie avec lui, en deux occasions à ce moment. Peu de temps après et pendant que ces messieurs étaient encore là, une des personnes qui combattaient fissent hors de vue.

Personne ne fut tué à l'endroit où les coups de feu ont été tirés sur moi et sur lequel j'ai tiré. Si quelqu'un a été blessé par moi j'en suis fâché pour lui; mais je crois pas avoir commis un acte indigne d'un soldat."

L'assertion de M. Dibble qu'on a tiré sur les personnes qui étaient aux fenêtres de la Douane est son assertion à lui; nous n'avons rien vu de pareil dans les nombreux rapports du combat. Jusqu'à ce qu'elle soit corroborée par d'autres témoignages, elle restera problématique. Un pistolet ne peut, d'ailleurs porter du côté opposé de la rue du Canal aux fenêtres de la Douane. Il reste acquis que M. Dibble a fait feu plusieurs fois des fenêtres d'un édifice fédéral que les citoyens respectaient comme un asile inviolable. Si M. Dibble ne comprend pas tout le ridicule d'un pareil acte, nous pensons notre peine à le lui expliquer.

☞ Reçu par l'express Albert Dibble de New York, un grand assortiment de meubles de salon et autres chez Jos. B. Hubbard, au coin des rues Perdido et Remparts.

C'est positivement le 3 octobre
Que se tire
La Loterie de la Louisiane.
C'est positivement le 3 octobre
Que se tire
La Loterie de la Louisiane.
C'est positivement le 3 octobre
Que se tire
La Loterie de la Louisiane.

POUR L'OUVERTURE DES ECOLES.—Les familles et les chefs d'institutions sont prévenus que la maison Lelièvre vient de recevoir une vaste collection de livres d'école français et anglais, ainsi qu'un assortiment complet de fournitures de classes et de bureau, et qu'elle continuera à les vendre au plus bas prix dans son établissement, rue Royale 174 et rue Bourgogne 9, près la rue du Canal.

Les conférences à la Douane.

Cinq jours de pourparlers.

Rupture des négociations.

Pas de compromis.

Rapport du comité de conférence.

Les comités de conférence qui, depuis jeudi dernier, se réunissaient plusieurs fois par jour à la Douane dans l'espoir d'arriver à un arrangement qui pût être acceptable aux deux partis, se sont réunis encore une fois, hier à midi.

A trois heures les négociations ont été interrompues par la retraite du gouverneur McEnery et de ses conseillers, et la nouvelle s'est promptement répandue qu'il n'y avait plus de compromis possible.

Un extra du *Bulletin* qui a paru entre cinq et six heures, a fait brièvement connaître ce résultat au public. Il contenait une invitation aux membres du comité de 70, à ceux du comité central d'Etat et à ceux du comité de paroisse de se réunir le soir même à sept heures et demie.

A l'heure dite la réunion a eu lieu, et voici la substance du rapport verbal qui a été fait par M. Duncan F. Kenner au nom du comité de conférence.

Jeudi dernier, vers une heure, au moment où il n'était plus permis de douter que le général Emory ne fût prêt à exécuter les ordres péremptoires qu'il avait reçus du Président de dissoudre le gouvernement que le Président des Etats-Unis qualifiait d'insurgé, un messager est venu de la Douane pour inviter, au nom de M. Kellogg et des fonctionnaires fédéraux, le gouverneur McEnery, le lieutenant-gouverneur Penn et eux de leurs amis qu'il leur conviendrait de s'adjoindre, à une conférence à la Douane.

Le gouverneur McEnery et le lieutenant-gouverneur Penn, après consultation qu'eux et avec leurs amis, ont pensé qu'ils pouvaient sans abandonner leurs principes et sans s'engager en rien à l'avance, aller écouter ce que leurs adversaires avaient à leur dire. En conséquence, ils se sont rendus à l'invitation qui leur était adressée et se sont adjoint dans ce but MM. B. F. Jonas, Voorhies, Dr Choppin, Dr Beard, Duncan F. Kenner, D. Cage et Wm. Nott.

Le comité s'est rendu à la Douane où il a été reçu dans le cabinet du collecteur James Casey et les conférences ont commencé.

M. Kellogg était assisté de M. Packard et de M. Atocha et de quelques comparses de son parti, qui n'ont guère fait que nombre.

L'intention de MM. McEnery et Penn et des membres de leur comité, était d'ouvrir les propositions qui seraient faites, de les discuter, de faire des contre-propositions, mais de ne rien conclure avant de consulter les comités et ceux de leurs amis qui avaient le plus contribué au récent mouvement; bref, de ne rien accepter eux-mêmes qui ne fut acceptable au peuple.

M. Kenner, prenant la parole au nom du comité McEnery, a dit qu'ils étaient venus sur l'invitation qui leur avait été adressée et qu'ils étaient prêts à écouter ce qu'on avait à leur dire.

La première proposition faite au nom du comité Kellogg a été celle ci:

La présente Législature serait réunie immédiatement, mais préalablement, on s'entendrait sur le choix d'une personne acceptable aux deux partis et qui serait destinée à devenir gouverneur. Cette personne serait élue sénateur au moyen d'une vacance qui serait créée par une démission. Ce sénateur serait élu président du Sénat et deviendrait, par la démission de C. C. Antoine, lieutenant-gouverneur. Alors, M Kellogg donnerait sa démission et le gouvernement passerait entre les mains du personnage ainsi choisi.

Après discussion de cette proposition, le comité McEnery a acquis la conviction qu'elle n'était pas praticable, parce que M. Kellogg n'avait nullement l'assurance que M. Antoine consentirait à se retirer, et parce qu'il était encore moins certain de contrôler la majorité de son Sénat. Aucune garantie ne pouvait être offerte pour l'exécution de cette proposition, elle a été abandonnée.

M. Kenner a fait alors une contre proposition, consistant en la démission de M. Kellogg au profit du lieut.-gouverneur Penn. Dont l'élection avait été concédée par M. Packard et ses amis en 1872. M. Packard ayant nié avoir reconnu que M. Penn eût été élu, M. Kenner a proposé de réunir les deux bureaux de retours de 1872, de leur soumettre les documents de l'élection, demandant que Kellogg donnât sa démission s'il était reconnu que Penn avait été élu.

Cette proposition a été repoussée.

Les membres du comité McEnery ont fait alors ressortir les dangers de la situation, l'impossibilité de maintenir les fonctionnaires Kelloggistes et de préserver le *statu quo* autrement que par des mesures de rigueur excessives. Ils ont en conséquence, proposé une action commune des deux partis pour obtenir la nomination d'un gouvernement militaire jusqu'à la reconstruction du gouvernement civil à sous.

M. Packard a répondu qu'aucune loi n'autorisait pareille mesure et qu'il savait pertinemment que le Président Grant refuserait.

M. Packard ayant voulu donner lecture de résolutions adoptées par le comité central d'Etat républicain, le comité McEnery a refusé de les entendre, en disant que les conférences n'avaient pas lieu entre des représentants de comités, mais entre les deux gouverneurs qui se disputaient le pouvoir assistés de leurs conseillers. Il devait être entendu que dans les conférences, les deux parties traitaient d'égale à égale, dans l'objet d'assurer par un arrangement, s'il était possible, le maintien de la tranquillité publique et l'expression libre et sincère de la volonté du peuple au scrutin de novembre.

Dans ce but le comité McEnery proposait de réorganiser tout le mécanisme de l'enregistrement et de l'élection sur des bases équitables offrant des garanties égales aux deux partis. La législature qui serait élue par ce moyen en novembre, devrait être appelée en session extraordinaire, et aurait à réorganiser tout le gouvernement, par suite des démissions que devraient donner simultanément Kellogg et Antoine, McEnery et Penn et tous les fonctionnaires de leurs gouvernements respectifs.

Dimanche matin, les conférences ont continué sur les moyens d'assurer un enregistrement et une élection sincères. Du côté de McEnery, on demandait qu'il y eût pour tous les postes une double nomination, afin que chaque parti fut représenté et protégé également.

Du côté de Kellogg on répondait que la loi ne permettait pas cela, et on offrait de partager les nominations. Mais ce partage ne ferait, répondait-on, qu'encourager les fraudes et rien ne garantissait qu'il serait équitable.

C'est alors que le comité McEnery a fait la proposition finale suivante :

Il sera nommé un bureau de contrôle (Advisory Board of Control) qui aura le contrôle complet du mécanisme de l'enregistrement et de la tenue des élections. Ce bureau se composera de cinq membres. Chaque parti en désignera deux et le cinquième sera choisi d'un commun accord. Cette proposition ayant paru acceptable le comité McEnery a désigné MM. Voorhies et Burke, le comité Kellogg s'est réservé de désigner ultérieurement ses deux membres, et on a procédé au choix du cinquième.

Quantité de noms ont été proposés de part et d'autre, enfin celui du docteur Bonzano ayant été proposé par les Kelloggistes a été accepté et les choses ont pris en bonne voie d'arrangement.

M. Kellogg promettait solennellement d'exécuter loyalement la convention, et M. Packard affirmait énergiquement qu'il s'emploierait dans le même but.

Lundi matin, le comité McEnery a abordé la question du bureau des retours d'élection.

Le bureau actuel se compose de MM. J. Madison Wells, Longstreet, Casenave, Kenner (pas Duncan F.) et Tom Anderson.

Il est constitué en violation de la loi qui exige que le bureau soit composé de membres des divers partis politiques.

D'après la jurisprudence de la Cour Suprême de la Louisiane, ce bureau est souverain juge et aucune contestation n'est admissible contre ses déclarations.

Le comité McEnery a proposé d'organiser ce bureau des retours, d'après le principe déjà adopté pour le bureau d'enregistrement, et il a admis le moyen suivant:

Trois des membres du bureau actuel donneraient leurs démissions. Deux seraient remplacés par les personnes que désignerait le comité McEnery et le cinquième serait choisi d'accord par la conférence.

Les amis de M. Kellogg ont repoussé cette proposition. Ils ont offert deux places seulement sur cinq dans le bureau des retours, indiquant ainsi clairement qu'ils voulaient garder un contrôle décisif sur l'élection.

Lundi, à trois heures après midi, MM. McEnery et Penn et leurs amis voyant qu'ils ne pouvaient obtenir satisfaction sur cette question, ont déclaré se retirer de la conférence, ce qui a mis fin aux négociations.

M. Kenner en terminant son rapport verbal a dit que, pendant tout le cours de négociations, MM. McEnery et Penn avaient montré la plus grande abnégation, se déclarant prêts à se retirer pour faciliter tout arrangement qui pût assurer l'élection d'une bonne législature.

Le rapport verbal de M. Kenner a été écouté par l'assemblée dans le plus grand silence, et sur motion du Dr. Bruns il a été reçu à titre d'information.

Dimanche soir, vers onze heures, quatre compagnies du 20ème régiment sont arrivées en ville, pour grossir le nombre des dix-sept compagnies qui sont déjà cantonnées dans différentes parties de la Nouvelle-Orléans.

Il n'y en a pas encore assez, paraît-il, car Grant continue à dégarnir les frontières à notre intention.

Nous devons dire à la louange des troupes que les milliers de Blancs qui ont été victimes de leur sentiment existent entre les citoyens et les soldats.

Ces derniers méprisent souverainement Kellogg et le disent tout haut.

Il y a quelque temps, avant-hier soir, quatre soldats qui raillaient un métropolitain avec peu de ménagement, et l'on nous assure que les troupiers ne manquent pas une occasion de montrer leur peu d'estime pour la soldatesque à gage de M. Kellogg.

Le nouveau gouverneur militaire de la Nouvelle-Orléans.

Nous nions que Kellogg ait été réinstallé comme gouverneur, puisque la maison d'Etat est toujours transformée en citadelle par les troupes fédérales, et que la plèbe Excellence radicale que le président des Etats-Unis veut nous imposer n'a pas fait acte de pouvoir depuis une semaine, mais, se tient au contraire à l'écart sans oser souffler un mot.

Le bon peuple de la Nouvelle-Orléans a salué de joie le retour son excellent gouverneur. Pourquoi M. Kellogg prend-il tout le mal qui lui pas dans ses mains. Nous nous portons garant qu'il serait accueilli par ses fidèles sujets par 500.

Le pseudo n'étant plus qu'un zéro, le gouverneur McEnery ayant été déposé par ordre de Grant, le seul gouverneur de la Louisiane actuellement est un gouverneur militaire.

C'est le général Pennypacker qui a remplacé le colonel Brooke et à qui a été confié le commandement des troupes en Louisiane.

L'ordre suivant en témoigne :

Quartier général des troupes des Etats-Unis, Nouvelle-Orléans, Louisiane.
Maison d'Etat, Bureau No 1, 18 septembre 1874.

Ordre général No 4.

Conformément au premier paragraphe de l'ordre spécial No 163, quartier général des troupes du golfe, le soussigné déclare par les présentes qu'il assume le commandement des troupes des Etats-Unis qui se trouvent actuellement dans les limites de la Nouvelle-Orléans.

Les officiers suivants feront partie de mon état-major :

Premier lieutenant, W. V. Richards, adjudant, 20ème régiment d'infanterie.
Capitaine W. J. Falk, 20ème régiment d'infanterie.
Premier lieutenant T. S. Wallace, 20ème régiment d'infanterie.
Second-lieutenant, F. B. Taylor, 16ème régiment d'infanterie.

(Signé) G. PENNYPACKER,
colonel 16ème infanterie, par brevet, major général de l'armée des Etats-Unis.

La police métropolitaine.

Les quelques métropolitains de Kellogg que l'on rencontre au coin des rues ont des figures longues et basses qui ne sont pas pour regarder les citoyens en face. Ils ont qu'à se promener si sérieusement, le poing sur la hanche, pour dévisager les passants d'un air honteux.

Ces pauvres diables ont évidemment peur, et c'est à peine s'ils le cachent.

On ne les voit plus que par deux pendant la nuit et toujours bien armés d'armes qui que ce soit, pas même les voleurs, qu'ils évitent soigneusement.

Une rumeur assez vague avait circulé dimanche, disant que le *Picayune* des armes de la fameuse brigade métropolitaine, avaient été tués dans la nuit de samedi. Cela est faux. Il n'y a eu de désordres samedi soir que ceux causés par les rassemblements de nègres ivres dont nous avons parlé et des querelles particulières qui ont dégénéré en assassinat.

Le chef de police.

Le pseudo Kellogg, se trouvant placé de nouveau par les baïonnettes fédérales sur le siège exécutif, a offert résignation au chef de la police dont citoyens, M. Boylan, de la majorité duquel ses fonctions jusqu'à ce que le rétablissement du général Badger puisse être assuré.

M. Boylan a refusé d'accepter un emploi sous le contrôle direct de Kellogg, et, alors, le général Baldy, en sa qualité de président du bureau de l'ancienne police métropolitaine a assumé en dépit les fonctions de chef.

Cependant, il paraît que cet illustre lieutenant de Badger, a été piqué de ce que son maître ait offert le place du capitaine Boylan. Il a feint, par conséquent, d'envoyer des billets de faire part qui ont été repoussés. Le général Baldy est donc chef de police *pro tempore*.

Il restera en place ou il ne restera pas, jusqu'à la convalescence de Badger; et qu'est problématique de plus d'une façon.

Querelles et meurtres.

Il est étonnant qu'aussitôt que l'ancienne police métropolitaine de Kellogg se trouve de nouveau dans l'exercice de ses fonctions, les désordres recommencent dans la ville et les hommes ivres se promènent dans les rues en tirant des coups de pistolet sur les passants. Cela prouve comme nous sommes bien gardés. D'abord, M. Brown, ce sentinelle Sapeyre par des hommes, qui, loin de les retenir les excitent au mal, se permettent beaucoup d'incartades et font généralement les rodomondes dans les faubourgs.

M. L. Lamb qui été employé dans la police des citoyens, commandée par le chef Boylan, a été attaqué dans la nuit de samedi par un nègre qui, après avoir tiré sur lui, a été tué par le policier, qui a été acquitté par l'Alderman des délégués à la Cité, Hughes, métropolitain de l'avenir.

CLEMENT RAMOS,
Chairman-Comité de compte.

Salle du Club Central Démocratique du 4ème Ward.—Les membres de ce Club sont informés qu'une assemblée aura lieu ce soir, à 7 heures, à la salle du Club, rue Dauphine, entre Conti et Bienville.

Par ordre de
LEON QUETELOUSE,
CLAYTON BONNAPOU, Secrétaire.
Nlle-Orléans, 21 septembre 1874.

Réunion Démocratique du 1er Canton d'Assomption à Mathurin Bouvier, ce soir, 21 septembre 1874, à 7 heures précises. Il y aura des orateurs de distingué, remarquables, etc.

On y fixera le jour de la démonstration de la Démocratie du Pic Nord et de Bay.

Tous les membres d'Assomption, de la Ligue Vieuxblanc sont invités à y assister. Par ordre du président du Club,

LOUIS MASPERO, Secrétaire.

Société d'Assistance Mutuelle de St. Maurice.—Le Président de la Société d'Assistance Mutuelle de St. Maurice, rue Ursulines, No 73, a convoqué les membres de la dite société pour ce soir, à 7 heures et demie P. M.

Par ordre du Président,
LOUIS MASPERO, Secrétaire.

Combat Sanglant

DANS LA PAROISSE ST-TAMMANY.

Nous avons parlé, il y a quelques jours, des troubles causés par des nègres dans la paroisse St-Tammany, sur la rivière aux Perles, et de la nécessité où s'était trouvé M. Poitevent de tirer sur deux d'entr'eux.

Ces deux nègres étant morts de leurs blessures, leurs camarades ont résolu de les venger et ils se sont portés en armes sur Honey Island avec l'intention de tuer M. Poitevent quand il arriverait de la Nouvelle-Orléans où il était venu. Les blancs du voisinage avertis de leurs intentions se sont réunis et ils ont été attaqués par les nègres qui ont tué deux blancs M. Crackerte et son fils. Les blancs ont riposté et chargeant les nègres les ont refoulés dans les cyprières en leur tuant 25 hommes dit un rapport reçu par le *Bulletin*.

SOCIÉTÉ DE ST-MAURICE.—Les membres de cette Société d'Assistance Mutuelle sont invités à assister à une réunion trimestrielle qui aura lieu jeudi prochain, à sept heures du soir. Cette réunion sera pour but la distribution de cocardes, écharpes et rosettes aux personnes chargées de diriger le pique-nique que doit donner la Société pour célébrer l'anniversaire de St-Maurice, son patron.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

La formidable armée de l'Oncle Sam.

Le président des Etats-Unis croit apparemment que le général Emory le trompe lorsqu'il lui dit que les *insurgés* de la Louisiane, comme on se plaît à appeler nos soldats citoyens, se sont dispersés sans résistance dès qu'il leur a demandé de se rendre au nom du gouvernement fédéral.

Les troupes continuent à marcher sur la Nouvelle-Orléans des quatre coins de l'Union; trois vaisseaux de guerre sont en route pour prendre possession de notre port; en un mot, on dirait que nous sommes en rébellion ouverte contre le gouvernement des Etats-Unis.

Dimanche soir, vers onze heures, quatre compagnies du 20ème régiment sont arrivées en ville, pour grossir le nombre des dix-sept compagnies qui sont déjà cantonnées dans différentes parties de la Nouvelle-Orléans.

Il n'y en a pas encore assez, paraît-il, car Grant continue à dégarnir les frontières à notre intention.

Nous devons dire à la louange des troupes que les milliers de victimes existent entre les citoyens et les soldats.

Ces derniers méprisent souverainement Kellogg et le disent tout haut.

Il y a quelque temps, avant-hier soir, quatre soldats qui raillaient un métropolitain avec peu de ménagement, et l'on nous assure que les troupiers ne manquent pas une occasion de montrer leur peu d'estime pour la soldatesque à gage de M. Kellogg.

Le nouveau gouverneur militaire de la Nouvelle-Orléans.

Nous nions que Kellogg ait été réinstallé comme gouverneur, puisque la maison d'Etat est toujours transformée en citadelle par les troupes fédérales, et que la plèbe Excellence radicale que le président des Etats-Unis veut nous imposer n'a pas fait acte de pouvoir depuis une semaine, mais, se tient au contraire à l'écart sans oser souffler un mot.

Le bon peuple de la Nouvelle-Orléans a salué de joie le retour son excellent gouverneur. Pourquoi M. Kellogg prend-il tout le mal qui lui pas dans ses mains. Nous nous portons garant qu'il serait accueilli par ses fidèles sujets par 500.

Le pseudo n'étant plus qu'un zéro, le gouverneur McEnery ayant été déposé par ordre de Grant, le seul gouverneur de la Louisiane actuellement est un gouverneur militaire.

C'est le général Pennypacker qui a remplacé le colonel Brooke et à qui a été confié le commandement des troupes en Louisiane.

L'ordre suivant en témoigne :

Quartier général des troupes des Etats-Unis, Nouvelle-Orléans, Louisiane.
Maison d'Etat, Bureau No 1, 18 septembre 1874.

Ordre général No 4.

Conformément au premier paragraphe de l'ordre spécial No 163, quartier général des troupes du golfe, le soussigné déclare par les présentes qu'il assume le commandement des troupes des Etats-Unis qui se trouvent actuellement dans les limites de la Nouvelle-Orléans.

Les officiers suivants feront partie de mon état-major :

Premier lieutenant, W. V. Richards, adjudant, 20ème régiment d'infanterie.
Capitaine W. J. Falk, 20ème régiment d'infanterie.
Premier lieutenant T. S. Wallace, 20ème régiment d'infanterie.
Second-lieutenant, F. B. Taylor, 16ème régiment d'infanterie.

(Signé) G. PENNYPACKER,
colonel 16ème infanterie, par brevet, major général de l'armée des Etats-Unis.

La police métropolitaine.

Les quelques métropolitains de Kellogg que l'on rencontre au coin des rues ont des figures longues et basses qui ne sont pas pour regarder les citoyens en face. Ils ont qu'à se promener si sérieusement, le poing sur la hanche, pour dévisager les passants d'un air honteux.

Ces pauvres diables ont évidemment peur, et c'est à peine s'ils le cachent.

On ne les voit plus que par deux pendant la nuit et toujours bien armés d'armes qui que ce soit, pas même les voleurs, qu'ils évitent soigneusement.

Une rumeur assez vague avait circulé dimanche, disant que le *Picayune* des armes de la fameuse brigade métropolitaine, avaient été tués dans la nuit de samedi. Cela est faux. Il n'y a eu de désordres samedi soir que ceux causés par les rassemblements de nègres ivres dont nous avons parlé et des querelles particulières qui ont dégénéré en assassinat.

Le chef de police.

Le pseudo Kellogg, se trouvant placé de nouveau par les baïonnettes fédérales sur le siège exécutif, a offert résignation au chef de la police dont citoyens, M. Boylan, de la majorité duquel ses fonctions jusqu'à ce que le rétablissement du général Badger puisse être assuré.

M. Boylan a refusé d'accepter un emploi sous le contrôle direct de Kellogg, et, alors, le général Baldy, en sa qualité de président du bureau de l'ancienne police métropolitaine a assumé en dépit les fonctions de chef.

Cependant, il paraît que cet illustre lieutenant de Badger, a été piqué de ce que son maître ait offert le place du capitaine Boylan. Il a feint, par conséquent, d'envoyer des billets de faire part qui ont été repoussés. Le général Baldy est donc chef de police *pro tempore*.

Il restera en place ou il ne restera pas, jusqu'à la convalescence de Badger; et qu'est problématique de plus d'une façon.

Querelles et meurtres.

Il est étonnant qu'aussitôt que l'ancienne police métropolitaine de Kellogg se trouve de nouveau dans l'exercice de ses fonctions, les désordres recommencent dans la ville et les hommes ivres se promènent dans les rues en tirant des coups de pistolet sur les passants. Cela prouve comme nous sommes bien gardés. D'abord, M. Brown, ce sentinelle Sapeyre par des hommes, qui, loin de les retenir les excitent au mal, se permettent beaucoup d'incartades et font généralement les rodomondes dans les faubourgs.

M. L. Lamb qui été employé dans la police des citoyens, commandée par le chef Boylan, a été attaqué dans la nuit de samedi par un nègre qui, après avoir tiré sur lui, a été tué par le policier, qui a été acquitté par l'Alderman des délégués à la Cité, Hughes, métropolitain de l'avenir.

CLEMENT RAMOS,
Chairman-Comité de compte.

Salle du Club Central Démocratique du 4ème Ward.—Les membres de ce Club sont informés qu'une assemblée aura lieu ce soir, à 7 heures, à la salle du Club, rue Dauphine, entre Conti et Bienville.

Par ordre du
LEON QUETELOUSE,
CLAYTON BONNAPOU, Secrétaire.
Nlle-Orléans, 21 septembre 1874.

Réunion Démocratique du 1er Canton d'Assomption à Mathurin Bouvier, ce soir, 21 septembre 1874, à 7 heures précises. Il y aura des orateurs de distingué, remarquables, etc.

On y fixera le jour de la démonstration de la Démocratie du Pic Nord et de Bay.

Tous les membres d'Assomption, de la Ligue Vieuxblanc sont invités à y assister. Par ordre du président du Club,

LOUIS MASPERO, Secrétaire.

Société d'Assistance Mutuelle de St. Maurice.—Le Président de la Société d'Assistance Mutuelle de St. Maurice, rue Ursulines, No 73, a convoqué les membres de la dite société pour ce soir, à 7 heures et demie P. M.

Par ordre du Président,
LOUIS MASPERO, Secrétaire.

Il y a eu plusieurs autres querelles dans la journée du dimanche et les coups de couteau ont été distribués avec beaucoup de libéralité, sans qu'il y ait eu, cependant, mort d'homme.

Il n'y a pas eu une seule arrestation par les métropolitains pour jeter en cellules.

Mort d'un nègre des mains des blancs.

Samedi, à dix heures de l'après-midi, le major William A. Walk, âgé de quarante ans est natif de Pontotoboul, Mississippi, a succombé aux balles des blancs qu'il a reçues, en combattant noblement jusqu'à dernier pour les droits du peuple.

Un imposant cortège de ses compagnons d'armes a accompagné dimanche sa dépouille mortelle au lieu du repos éternel.

Appel des hommes de couleur à Grant.

Un grand nombre d'hommes de couleur, fatigués des infamies du gouvernement usurpateur de Kellogg, ont présenté au président des Etats-Unis l'appel suivant, par l'entremise du président du club central démocratique du 1er ward de la Nouvelle-Orléans :

A son Excellence U. S. Grant, président des Etats-Unis.

Nous, les soussignés, citoyens de couleur de la ville de la Nouvelle-Orléans, Etat de la Louisiane, reconnaissons la légalité du gouvernement de McEnery et Penn et demandons à votre Excellence de le soutenir.

Nous croyons fermement que nos droits seront respectés et sauvegardés.

Wm. Alexander, Wm. Spencer Wills Robertson, Willis Dougherty, Frank Coner, Peter Smith, George Banks, John Hamilton, Nicholas Ross, Robert Wheeler, Bob Bias, Alfred Walker, Frederick Smith, Charles Corbin, John Morgan, Chas. Dernier, Louis Hébert, William Thomas, Hank Johnson, Wm. J. Hubert, Rob Jackson, Henry Johnston, Samuel Johnson, Bob Williams, Henry Scott, Daniel Smith, Wm. Johnston, Chaston Williams, Daniel Herr, Williams Harris, A. J. Smith, Nickolas Longwood, Geo. Adams, Joseph White, Nicklas Lynes, Geo. Bargain, Wm. Banks, Anderson Smith, Ed. McKee, Gilbert Streeter, Samuel McKee, Peter Johnston, Richard McKee, Wm. Mexion, James Evans, Freman Hamp, Geo. Adam, Jas. Ward, James Scott, Sr., Joseph, James White, Louis Henry, John More, Frank Brondus, John Scott, Jno. Slain, Sam Scott, Henry Smith, Alexander Richard, Washington Grifin, Henry Davis, Thos. Smith, Joseph, Jno. Todd, H. Harrison, Harry Scott, Levi Mill, Parker Smith, Leo Wilson, Kenore Edwards, Samuel Jones, Richard King, George Jones, John Dyrean, Edward Smith, Alex. Spalding, Henry Sanders, Ed. Barrett, Nick Robbs, Richard Shepard, Andrew Davis, O. Shepard, W. H. Johnston, Bob Jones, Gabe Williams, Richard Roe, Walter Louis, Wm. Johnston, Ledward Anderson, John Dorsey, Austin Williams, Primeous Hains, Briton Allen, Benjamin White, Jas. Gibson, Bom Steward, B. Rock, Ben Watson.

Incendies.

Vers dix heures, hier matin, le feu s'est déclaré dans la maison bois en bois, coin des rues Laharpe et Roche-bleue, appartenant à Jack Baker et habitée par lui.

Les flammes ont gagné la maison voisine, appartenant également à Baker et les deux bâtisses ont été consumées. Les pertes sont couvertes par une assurance de 300 dans la compagnie Germania.

Une troisième maison, appartenant à M. Isidore Dreutscher, a été la proie de l'élément destructeur.—Assurée pour $500 dans la compagnie "Tradesmen."

Une quatrième maison a été détruite, appartenant à M. Rigon et occupée par M. Bendro.

Pertes couvertes par une assurance de $500 dans la compagnie Germania.

Hier après midi, vers cinq heures, le feu a été découvert dans un tas de bois derrière la scierie de Mantin, à la rue C. H. Allen, rue Tchoupitoulas, entre Lafayette et Girod.

Il a été éteint sans beaucoup de peine et les dégâts ne dépassent pas $50.

Meurtre d'un petit enfant.

Vers huit heures, hier matin, un jeune garçon du nom de Vincent a trouvé, dans un terrain vacant, au coin des rues Gipsy et Kerlerec, le corps d'un petit enfant âgé de 18 à 20 mois, qui avait la poitrine percée d'un coup de poignard. Un chien était couché à quelques pas et veillait sur le cadavre.

Il y a là quelque mystère horrible.

TEMPERATURE — 21 sept. 1874.

Thermomètre de C. Deusseau, opticien,	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	80	26
12 M.	90	32
3 P. M.	87	30
6 P. M.	87	30

RÉCOLTES.—Nous lisons dans le *Courrier des Opelousas* :

Le coton ouvre aujourd'hui très rapidement dans toute la paroisse, et on est activement occupé à la cueillette dans presque tous les champs. Il est rare de rencontrer le moindre signe de chenille, grâce probablement à la longue sécheresse que nous avons eue depuis deux mois.

Lundi et mardi derniers, il y a eu dans toute la partie ouest de notre paroisse, des pluies torrentielles qui ont inondé momentanément les prairies et rempli les mares et les coulées, qui étaient presque toute jaïe par une longue sécheresse. Plusieurs Brûlée, Mail-t, Manes et Chenalgrey étaient en partie inondés pendant la journée de mardi. Ces pluies, qui ne sont pas approchées à plus de 8 à 10 milles de notre village, ont été d'un grand aide aux beaux champs de prairies, qui souffraient du manque d'eau.

Ce n'est pas seulement en France que l'on a ressenti, au début de l'année, les fâcheux effets d'une crise commerciale qui est, du reste, commune à toute l'Amérique européenne et à l'Amérique; en Allemagne, les recettes des douanes tombaient les premiers mois de l'année de 30 millions de thalers sur la période correspondante de 1873.

☞ Les meilleurs choix de meubles de chambre à coucher, de salle à manger et de salon au plus bas prix; chez Jos. B. Hubbard, rue des Remparts 128 au coin de la rue Perdido.

Si vous n'avez pas gagné
Au dernier tirage de la Loterie,
Vous gagnerez surement
Au prochain tirage;
Il s'agit seulement de ne pas désespérer.
Si vous n'avez pas gagné
Au dernier tirage de la Loterie
Vous gagnerez surement
Au prochain tirage;
Il s'agit seulement de ne pas désespérer.

Sic.

Aujourd'hui dans l'ancienne.—Si la mortalité n'est pas digérée dans l'ancienne, elle en finira.

Dans ce dernier cas il n'est rien qui ne puisse guérir, on en a des bons témoignages, l'estomac lui-même sera en état de digérer, et obligeant par intervalles utile le sang. Ces ressentants tête désagréables sont supprimés à vos mauvaises digestions. Pour n'en détruire ce pour prévenir leur retour, il est simplement nécessaire de donner du ton aux organes digestifs avec les amers de Hostetter. Il ne faut pas croire que les désagréables symptômes disparaissent avec le temps et sans vous tout. Mais de la digestion, et qu'ils ne sont subsistant que dans la chronique, ce qui amènera une fièvre dangereuse. Il est vrai qu'on peut obtenir à temps un rem